Pénurie d'essence : Bujumbura accuse les pétroliers de "sabotage"

RFI, 08-05-2016 BurundiÂ : le gouvernement nie l'existence d'une pÃ©nurie d'essence Depuis une semaine, la plupart des stations-services du Burundi sont peu ou pas du tout approvisionnÃ©es, avec comme consÃ©quence de longues files d'attente, le rationnement d'essence, beaucoup de stations ne servant que 10 Ã 20 litres par vÃ©hicule et le doublement de son prix sur le marchÃ© noir.

Le pouvoir burundais est montÃ© au crÃ©neau ce weekend, en niant toute pÃ©nurie de produits pÃ©troliers et en parlant de sabotage et a dÃ©cidÃ© de mesures qui devraient permettre de normaliser la situation. Mais rien n'est moins sÃ»r du moins si l'on croit certains pÃ©troliers qui n'osent pas s'exprimer Ã haute voix. C'est le deuxiÃ¨me vice-prÃ©sident en charge du secteur Ã©conomique qui a tapÃ© du poing sur la table. Il a assurÃ© dans un tweet qu'il n'y avait Â«Â pas de rupture de stock de carburantÂ Â». Il s'agit Â«Â d'une spÃ©culation politicienne pour saboter le gouvernement du BurundiÂ Â». Et dans la foulÃ©e, le ministre de l'Energie et des Mines, CÃ´me Manirakiza, a annoncÃ© deux mesures trÃ¨s fortes censÃ©es ramener de l'ordre dans le secteur : la suspension immÃ©diate de quatre importateurs de produits pÃ©troliers et un ultimatum lancÃ© aux propriÃ©taires de stations-essence. Ils doivent signer d'ici ce soir un Â«Â nouvel engagementÂ Â» Ã servir leurs clients.

Gesticulation Mais certains pÃ©troliers parlent de gesticulation. Les quatre importateurs suspendusÂ ? Ils ont cessÃ© toute activitÃ©, certains depuis des annÃ©es. Quant aux propriÃ©taires de stations ? Â«Â Ils ne peuvent vendre que s'ils ont Ã©tÃ© approvisionnÃ©sÂ Â», selon un de ces pÃ©troliers. Or, dit-il, Â«Â le problÃ¨me c'est qu'on importe peu d'essence par rapport aux besoins du Burundi, faute de devisesÂ Â». Le gouvernement ne veut pas en entendre parler et continue d'assurer que Â«Â tout va bienÂ Â», mais ces pÃ©troliers rappellent que l'Ã©conomie de ce pays classÃ© aujourd'hui le plus pauvre du monde est doublement Ã©branlÃ©e par la crise politique qu'il traverse et les sanctions de ses principaux bailleurs de fonds. Et ces pÃ©troliers, qui doivent dÃ©jÃ quelque 10 millions de dollars amÃ©ricains d'arriÃ©rÃ©s Ã leurs fournisseurs Ã©trange demander au gouvernement de mettre Ã leur disposition les devises dont ils ont besoin, plutÃ´t que d'en faire Â«Â des boucs Ã©missairesÂ Â».